

Compétitivité et coopération. Justice et paix

Arcadi Oliveres

Arcadi Oliveres Boadella est docteur en Sciences économiques et professeur titulaire au département d'Économie appliquée de l'Université autonome de Barcelone. Il est président de l'organisation Justice et Paix, de l'Université internationale de la Paix de Sant Cugat del Vallès, et du Conseil catalan du Développement de la Paix, et membre de la Société catalane d'Économie de l'Institut d'Études catalanes. Il a effectué des recherches sur des thèmes concernant le commerce international, la mondialisation économique, la dette extérieure, la coopération au développement et l'économie de la défense. Parallèlement, il a écrit et collaboré à l'élaboration de divers ouvrages, parmi lesquels *El militarismo en España* (coéditeur avec Pere Ortega, Editorial Icaria, Barcelone, 2007), *Un altre món* (Angle Editorial, Barcelone, 2006), *Contra el hambre y la guerra* (Angle Editorial, Barcelone, 2005).

Compétitivité et coopération. Justice et paix

1. Introduction

La moitié de l'humanité vit dans des zones urbaines. L'urbanisation est un processus croissant et bien palpable de ces dernières décennies. Au milieu du XX^e siècle, seuls 33 % des habitants de la planète vivaient dans les villes, alors qu'il est prévu qu'en 2030 cette proportion s'élève à 63 %. L'urbanisation, à mesure qu'elle progresse, impose dans la vie économique et sociale des attitudes qui s'éloignent, pour le bien ou pour le mal, des paramètres traditionnels.

En effet, d'une part, on ne peut pas nier les avantages que les concentrations de population impliquent en facilitant l'accès à une bonne assistance médicale, à de plus grandes possibilités éducatives, à des services sociaux minimums, à une plus grande offre culturelle, à un tissu social dense et à la disponibilité d'un vaste ensemble d'instruments qui permettent de préparer de nouvelles idées mais aussi de développer les capacités organisationnelles nécessaires pour mettre en œuvre des propositions alternatives.

Mais il est aussi évident que c'est précisément dans l'environnement urbain qu'apparaissent avec davantage de force les inégalités et l'absence de solidarité, la consommation excessive, les épisodes de violence, les difficultés de logement, les ghettos résidentiels ainsi que cette croissante prolifération des « non espaces » comme le sont les grands centres commerciaux, les stations-service, les aéroports, les chaînes de cafeterias, de restaurants, d'hôtels et de centres dits de loisirs, que l'on peut trouver indifféremment dans n'importe quelle partie du monde.

La ville est devenue le paradigme du changement social, et tous les dangers pour la justice, la liberté, la paix et la protection de l'environnement que nous verrons très bientôt s'y manifestent avec la plus grande intensité de la même manière que s'y manifestent toutes les propositions de changement qui, en toute logique, surgissent de la conscience critique de la société.

2. L'injustice toujours croissante

En dépit des progrès scientifico-techniques qui le permettraient certainement, une bonne partie de la population mondiale souffre encore d'un manque de couverture de ses besoins de base. Souvent cependant, le manque de volonté politique, les objectifs lucratifs des entreprises et les égoïsmes des particuliers conduisent des milliards d'individus à des conditions de vie déplorables. Ainsi par exemple, les victimes du sida par l'impossibilité d'accéder à des médicaments que ne veulent pas fournir les laboratoires pharmaceutiques jaloux de leurs brevets, les conditions de travail inhumaines dont profitent les entreprises sous-traitées délocalisées des grandes firmes, la faiblesse des ressources pour lutter contre la faim quand on en emploie d'énormes quantités dans la guerre, l'inconscient et immoral négoce des armes, la fermeture des frontières aux migrations, le commerce international dans des conditions d'inégalité, la corruption mêlée aux négoce illicites et aux paradis fiscaux, la fuite des cerveaux, la spéculation financière, la dette extérieure abusive, l'exploitation sans fin des ressources naturelles, la détérioration environnementale et l'urbanisation indiscriminée

ne sont que quelques-uns des mécanismes générateurs des carences indiquées. Il n'est pas difficile de constater, d'autre part, que lesdites carences ont un impact plus douloureux encore quand il s'agit de populations concentrées tout spécialement dans les périphéries des grandes villes.

Non seulement de tels mécanismes empêchent la conservation de la dignité de beaucoup de gens, mais ils sont en plus générateurs de croissantes différences entre les populations du Nord et celles du Sud ainsi que de différences au sein de chacun des pays. Si, dans les années 50 du XX^e siècle, on faisait référence à un rapport de 30 à 1 du PIB par habitant entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population mondiale, à l'heure actuelle nous devrions faire référence à un rapport de 103 à 1. Et l'on trouve le même résultat, bien que dans une proportion moindre, au niveau interne des États : dans le PIB total on voit en même temps augmenter la participation des revenus du capital et diminuer celle du travail. En dernière instance, les villes répètent le même schéma et, probablement, d'une manière encore plus grave.

3. La gouvernabilité démocratique en question

Au sens strict, la politique est le gouvernement de la *polis*, c'est-à-dire de l'*urbs* et il semble certain que les premières expériences démocratiques soient apparues dans les villes. Pourtant, les formulations actuelles de la démocratie représentative laissent beaucoup à désirer à tous les niveaux. En commençant par l'un des instruments de base de la participation citoyenne comme peuvent l'être les partis politiques, on observe immédiatement trois déficits importants : l'absence d'élections « primaires » pour choisir parmi les candidats ; la pratique inexistence de listes ouvertes ; et les « amabilités » envers les pouvoirs économiques dont les besoins de financement sont à l'origine.

Au niveau de l'État, les choses ne s'améliorent pas et l'on voit comment s'opère la discrimination entre les citoyens de première classe et les citoyens de deuxième classe lorsque l'on ne concède pas le droit de vote aux immigrants, on observe en même temps la pratique impossibilité de mener à terme les initiatives législatives populaires et l'on constate finalement que les municipalités, premier échelon de la démocratie, ne disposent que de 16 % des deniers publics par rapport au 53 % qui reviennent au gouvernement central.

À l'échelle européenne et mondiale, on doit nécessairement regretter la quasi inexistence de démocratie. Un Parlement européen ne disposant pas de pléines facultés législatives, des Nations unies où le vote se fait par État et où il est, par conséquent, complètement disproportionné par rapport aux populations, un Conseil de Sécurité qui offre un incompréhensible droit de veto à cinq pays privilégiés, des institutions telles que celles de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international) où le vote correspond au montant apporté, nous le démontrent amplement. Et tout cela sans oublier que, de surcroît, il existe au-dessus des organismes formels des pouvoirs factices, du G-8 au Forum économique de Davos et de la Chambre de Commerce de Bruxelles au Club Bilderberg, qui déterminent impunément les nominations, les politiques, les décisions économiques et les actions offensives.

D'autre part, si la liberté des individus est un impératif de la démocratie, on peut voir comment cette liberté décroît à mesure que le contrôle social augmente. Les caméras de vidéo dans les lieux publics et privés, les écoutes téléphoniques illégales, la dissection photographique du territoire, le suivi du courrier électronique et des navigations sur Internet, l'informatisation de n'importe quel type de renseignement personnel, etc., fonctionnent à plein régime. Ils sont justifiés par de fausses peurs du terrorisme, souvent promues par les gouvernements eux-mêmes, et qui, quand elles ne le sont pas, nécessitent

d'autres formes de réponse. À nouveau, ce sont les habitants des villes qui supportent la plus grande partie de ces atteintes à l'intimité et au domaine privé.

4. La pacification est possible

Il est improbable que les guerres aient eu le moindre sens tout au long de l'histoire, mais il est évident qu'à l'heure actuelle elles en ont moins que jamais. À des époques où les économies principalement agraires étaient soumises aux avatars climatiques et aux phénomènes naturels, la survie des individus pouvait devenir impossible. Même si cela ne le justifiait pas, on pouvait au moins comprendre la volonté d'attaquer son voisin pour accéder de cette manière aux biens dont on manquait cruellement. Actuellement, cependant, malgré les millions de personnes familiales, il y a des ressources plus que suffisantes pour satisfaire les nécessités de base de tous les habitants de la Terre. Et quand, de manière locale et circonstancielle, il peut se produire des déficits, ceux-ci peuvent parfaitement être comblés grâce aux systèmes actuels de communication, aux moyens de transport, aux connaissances scientifiques ou à la disponibilité de techniques *ad hoc*. À partir de là, la guerre n'est pas autre chose que l'égoïsme au plus haut degré et la concurrence poussée à son maximum.

Pourtant, les guerres existent et si l'on en analyse les raisons, on peut y voir que les intérêts économiques sont liés pour l'essentiel aux matières premières et aux ressources énergétiques. Par conséquent, ce que les guerres prétendent maintenir, quand ce n'est pas augmenter, c'est le bien-être d'un cinquième de la population mondiale au détriment du reste. Les conflits armés actuels en Irak et en Afghanistan de même que ceux qui se terminent en Angola et en Somalie répondent exactement à ce schéma. Il s'agit d'un schéma d'intérêts qui se maintient au niveau interne des États comme nous avons pu le voir, entre autres, en Algérie, en Colombie, au Congo Kinshasa et au

Congo Brazzaville. Il faut aussi signaler que, à l'occasion, et sans entraîner de guerres, ces intérêts des privilégiés sont maintenus grâce à des formes dictatoriales fondées sur la torture, la répression et les assassinats extrajudiciaires, très souvent perpétrés avec le soutien des puissances étrangères. Tel est le cas, par exemple, de la Guinée équatoriale, du Nigéria, du Zimbabwe, de la Birmanie et de l'Ouzbékistan.

D'autre part, on peut aussi trouver derrière les guerres une série de désaccords politiques, sociaux et ethniques qui puisent souvent leur expression dans les marginalisations sociales, les occupations territoriales, des majorités qui oppriment des minorités ou, même, des minorités qui oppriment des majorités. Pour n'en mentionner que quelques-uns, on peut citer, les cas Israël *versus* Palestine, Serbie et Croatie *versus* Bosnie et Kosovo, Fédération russe *versus* Tchétchénie, Nord Soudan *versus* Sud Soudan, Maroc *versus* Sahara et, jusqu'à il y a peu de temps, Grande-Bretagne *versus* Irlande du Nord.

En marge des origines des conflits que nous avons signalées, le plus préoccupant, cependant, est l'obsession de la quasi totalité des États pour avoir en permanence sur le pied de guerre une machinerie agressive qui sert avant tout à inciter l'autre à faire la même chose. Il s'agit d'une machinerie de guerre dont la justification se trouve pratiquement toujours dans la fabrication de menaces fausses ou surdimensionnées et d'ennemis inexistantes. De tout cela se charge, avec une efficacité redoutable, une partie importante des moyens de communication derrière lesquels se trouvent la plupart du temps de grandes corporations industrielles, d'importants pouvoirs financiers, des responsables des départements de la défense et des fabricants d'armements. On constate, par exemple, le cas de la presse française qui est, en bonne partie, aux mains de Serge Dassault – *Le Figaro* –, premier particulier fabricant d'avions de combat, et d'Arnaud Lagardère – presse régionale et empire éditorial Hachette –, actionnaire principal des industries de guerre privatisées du pays.

Le cycle de l'armement – expression plus élégante de la machinerie de guerre – se présente sous différentes facettes, plus pernicieuses les unes que les autres. En premier lieu, se trouve la dépense militaire qui atteint à l'heure actuelle, conformément aux estimations des organismes internationaux, le chiffre de 1 200 milliards de dollars annuels, c'est-à-dire 22 fois plus que ce que l'Organisation mondiale de l'Agriculture et de l'Alimentation (FAO) pense qu'il serait nécessaire pour l'éradication de la faim dans le monde pendant un an. En deuxième lieu, on voit apparaître les chiffres surprenants du personnel faisant partie, directement ou indirectement, des forces armées, environ 26 000 000 d'individus quand, selon les Nations unies, il y en aurait plus qu'assez avec 500 000 casques bleus dans le monde entier pour pacifier les foyers et situations de conflit possibles. En troisième lieu, la plus que perverse recherche avec des finalités militaires qui se justifie, en dépit de son inacceptable dimension morale, avec l'excuse de la mise à disposition civile de ses innovations. Cette excuse ne peut pas être utilisée parce qu'il est plus que démontré que ces mises à profit sont extrêmement rares, que la voie des transferts de technologie suit davantage le chemin du civil vers le militaire et que les nouvelles découvertes dans l'industrie des armements atteignent des niveaux absolument dégradants par rapport au respect de la personne humaine. Enfin, en quatrième lieu, la production et le transfert d'armements qui supposent très souvent un flux Nord-Sud qui sature de bénéfices les pays enrichis en même temps qu'il remplit de guerres les pays appauvris. Parallèlement, le trafic de drogues se produit dans la direction contraire et, en de nombreuses occasions, on peut parler d'armes qui sont payées avec de la drogue et de drogue qui est payée avec des armes. Par ailleurs, cette activité de vente d'armes est indigne et révoltante, et notamment dans le cas espagnol qui occupe une place importante en tant qu'exportateur mondial et, comme l'a dénoncé Intermón-Oxfam, comme fournisseur de munitions aux guerres africaines.

Si l'on dit cependant que la pacification est possible, c'est que l'on peut vraiment y croire dans tous les cas où, naturellement, la volonté personnelle et politique nous mène à l'accomplissement de certaines conditions. Comme élément de base, et comme le dit si bien l'UNESCO dans sa charte de constitution, il faut ôter les guerres de notre esprit. Il est évident qu'on ne peut en aucun cas parler aujourd'hui de guerre juste, et que si l'on entend par guerre juste, comme certains le disent, celle que les alliés ont menée à terme en 1991 pour reconquérir le Koweït avec la perte de 300 soldats nord-américains et la mort de 270 000 Irakiens, et avec l'embargo postérieur qui est à l'origine, selon l'UNICEF, de plus de 1 000 000 de victimes parmi les enfants de moins de 5 ans, il faudrait réviser immédiatement et en profondeur nos concepts moraux. Mais, immédiatement après, et si le conflit a éclaté, il faudra aussi procéder rapidement à des négociations de paix inconditionnelles.

Le processus de pacification devra se poursuivre avec le désarmement nucléaire et conventionnel, avec la réduction des effectifs des forces armées, avec la destruction des arsenaux et la reconversion de l'industrie militaire vers des finalités civiles. S'il s'agit presque toujours de décisions politiques, il faut avoir bien présent à l'esprit que celles-ci doivent être impulsées par la pression des citoyens au travers des mouvements sociaux et des engagements individuels. Personne ne niera dans ce cadre la raison morale qui accompagnait tous ceux qui manifestaient contre les essais nucléaires, contre la guerre du Vietnam ou contre l'invasion de l'Irak pour parler de cas évidents. De la même manière qu'aujourd'hui tout le monde a compris les raisons des objecteurs de conscience au service militaire et que commencent à être comprises celles des objections fiscales, financières, professionnelles et scientifiques à tout ce qui est en rapport avec la préparation de la guerre.

Dans ce chapitre, nous avons laissé pour la fin un aspect tout à fait central : l'éduca-

tion pour la paix. Il faut comprendre d'emblée l'éducation pour la paix, et sans doute la paix elle-même, au sens large qui exige au préalable la justice, le désarmement, le respect des droits de l'homme, l'équité sociale, le développement des peuples, le soin de l'environnement ainsi que de nombreuses autres conditions. De ce point de vue, l'éducation pour la paix sera n'importe quel type d'éducation qui nous mènera aux objectifs mentionnés. Mais, évidemment, l'éducation pour la paix nous renvoie aussi à la prise de conscience des privilèges dont nous jouissons, en tant que citoyens du Nord, au renoncement à la concurrence, à l'exclusion de tout type de discrimination, de fanatisme et de patriotisme, et à la considération de la valeur de la dignité humaine avant tout intérêt matériel, individuel ou collectif. En dernière instance et actuellement, l'éducation pour la paix doit impliquer aussi l'élimination de la violence virtuelle de plus en plus présente dans les films, dans les BD, dans les consoles de jeux et les ordinateurs, dans les jeux de rôles, dans les jouets guerriers et dans n'importe quel instrument de formation ou de loisirs des enfants, des jeunes et des adultes.

La recherche pour la paix, paradoxalement si sous-estimée par rapport à la recherche pour la guerre, mais essentielle si l'on veut trouver les origines des conflits et leurs possibles solutions, doit être simultanée et complémentaire à l'éducation pour la paix. À cet égard, il est bon de savoir qu'est en train de se mettre en œuvre actuellement, justement dans cette direction et en suivant des modèles préétablis surtout dans le Nord de l'Europe, et avec l'approbation par le Parlement de Catalogne, l'Institut catalan international pour la paix (ICIP). Cet organisme trouve ses racines dans la Loi pour l'encouragement à la paix et la création ultérieure du Conseil catalan d'encouragement à la paix, organe consultatif qui engage la société civile de même que les institutions politiques dans les thèmes de la paix.

4. L'immigration, clé de voûte de la vie citoyenne

La ville est l'espace migratoire par excellence. Les injustices mentionnées dans le deuxième chapitre et les guerres analysées dans le troisième mettent en évidence les raisons des départs et des flux de population. Il nous intéresse maintenant de savoir comment, dans le Nord, nous accueillons ces flux ; et la réponse est malheureusement bien négative. Nous fermons nos portes à leur entrée et nous donnons lieu à un trafic mafieux d'individus qui les condamne à mort, nous ne leur donnons pas les papiers nécessaires et nous les mettons dans des situations de précarité professionnelle et sociale, nous ne leur garantissons pas la plénitude des droits en tant que citoyens, et nous rendons possible leur maltraitance ainsi que leur discrimination.

Il faudrait renverser ces erreurs et être conscients de ce que les migrations constituent un fait aussi vieux que l'humanité elle-même, qui s'est toujours déplacée pour fuir la faim et la guerre. Il faudrait aussi comprendre que, dans les sociétés vieillies comme les sociétés européennes, l'immigration représente une manne de jeunesse et de force de travail, bien que cela ne soit pas la raison pour laquelle nous devons les recevoir sinon parce qu'ils y ont droit. En dernière instance, il faudrait comprendre que, contrairement au choc culturel dont on a tant parlé, les migrations sont à l'origine de nos habitudes, de nos coutumes, de nos traditions, de notre richesse artistique et, même, de notre patrimoine littéraire.

Il faut reconnaître, pourtant, que les interrelations mutuelles ne se sont pas toujours produites de la même manière. Dans certains cas, les processus d'enrichissement respectif et d'osmose ont assez bien fonctionné, alors que dans d'autres circonstances ils ont donné lieu à des affrontements, à la création de ghettos et, même, à des situations de domination des uns par les autres. Dans nos réalités, il s'agit cependant davantage de discrimina-

tions sociales que de ségrégations ethniques. Ainsi par exemple, quand nous apprenons les incidents dans les banlieues des grandes villes françaises, nous devons surtout penser à la protestation pour l'absence d'« ascenseur social » due aux politiques de l'emploi et des revenus des gouvernements de droite, davantage qu'à des luttes entre des groupes de population provenant d'ethnies ou de territoires différents.

Malgré tout, quand on se promène dans Barcelone et que l'on a la possibilité de se distraire un moment sur la Rambla del Raval, on peut se rendre compte que la cohabitation est parfaitement faisable, et que nous sommes encore à temps pour ne pas tomber dans les dures réalités que vivent certaines villes européennes. Et ce, dans tous les cas où nous demeurons capables de freiner les attaques racistes qui surgissent dans certains organes de presse, d'éliminer l'esprit xénophobe de certains groupes de la population autochtone et de pratiquer des politiques publiques ouvertes et respectueuses vis-à-vis des immigrants.

Avant de commencer ce paragraphe, le traitement peu favorable qui est donné en Espagne, depuis presque une trentaine d'années, à l'asile et à l'exil politiques nous permet de faire une petite remarque en marge. Il demeure paradoxal que, dans la mesure où l'on est entré dans une amélioration des pratiques de la liberté dans la vie publique, on ait perdu en revanche la capacité d'accueil de ceux qui fuient la guerre et la répression et qui viennent ici non seulement pour améliorer leurs conditions de vie mais plutôt pour la sauvegarder. La pluralité ainsi que la richesse qu'a représentées l'arrivée des militants expulsés par les dictatures latino-américaines dans les années 70 du siècle dernier ont disparu de nos villes et, dans une absurde position contraire à celle dont nous-mêmes avons joui à la fin de la guerre civile, nous nous sommes refusés à recevoir des réfugiés, sauf en nombre symbolique, provenant de Bosnie, du Kosovo et de Tchétchénie, sans mentionner leur inexistence totale dans les cas du Rwanda, du Soudan ou de l'Irak, à titre d'exemple.

5. Consommation, limitation des ressources

Le dernier élément que l'on doit considérer parmi les grands défis que doivent relever les sociétés actuelles, et tout particulièrement la vie urbaine, est en rapport avec la croissance exponentielle de la consommation et la progressive limitation des ressources dont on constate l'origine depuis les années 50 et l'effervescence à partir des années 70 du siècle dernier. En effet, après avoir reconstruit les sociétés à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le monde occidental, et tout particulièrement ses entreprises, s'est rendu compte que se trouvait dans la consommation la base du lucre. En effet, c'est, semble-t-il, à partir de là que commence une planification soignée et voulue qui, en utilisant la psychologie et les techniques publicitaires quant aux motivations des acheteurs, les hypnotise devant les produits. En outre, cette planification leur offre des espaces dans lesquels les cinq sens sont prédisposés à l'attraction envers les marchandises, leur donne des accès, des horaires et des facilités de paiement et les place devant un faux sentiment de bonheur.

Cette situation convient aux gouvernements, qu'ils soient démocratiques ou non, dans la mesure où elle crée des citoyens qui se conforment à des modèles de vie – et tout spécialement de consommation et de loisirs – uniformes, et qui sont peu disposés à élever la voix contre le système surtout si, de surcroît, comme dans le cas espagnol, ils ont devant eux la responsabilité du remboursement d'emprunts à long terme. Le mai 68 français a résonné, évidemment, comme un signal d'alerte face à cette situation, mais ce signal n'a été saisi que par certaines minorités. Pour le reste, la porte de la pensée unique demeurait grande ouverte.

Les résultats, cependant, ne se sont pas fait attendre plusieurs décennies et, dès aujourd'hui, on peut se rendre compte de deux choses. En premier lieu, que le niveau de consommation actuel ne peut pas être étendu à la totalité de la population mon-

diale. Comme on l'a si bien dit au Sommet Mondial sur le Développement Durable qui a eu lieu à Johannesburg en 2002, si l'humanité toute entière voulait avoir accès aux mêmes ressources naturelles – eau, minerais, sources d'énergie, bois, etc. – dont disposent les habitants du monde industrialisé, soit un cinquième du total, il faudrait trois planètes. En conséquence, si l'on part de l'idée de justice qui figure dans le titre de ce chapitre, il faudrait admettre que la seule voie pour l'appliquer dans le domaine matériel serait au moyen de la mise en pratique de la théorie de la décroissance. C'est-à-dire que nous ne sommes pas éthiquement autorisés à croître davantage – naturellement, nous pouvons nous développer – dans la mesure où la majeure partie de la population de la Terre devrait s'abstenir de le faire. Il était temps que les autorités économiques des pays s'expriment de cette manière et donnent ainsi l'exemple aux chefs d'entreprise et aux citoyens qui doivent viser le même objectif !

Deuxième chose, on a pu se rendre compte que l'injustice que nous commettons avec la consommation affectera encore davantage les générations à venir. Les symptômes sont bien clairs : épuisement des ressources, baisse de la biodiversité, contaminations de tous types, réchauffement de la planète. Et l'on commence aussi à apercevoir des menaces de guerre pour les ressources, de nouvelles maladies, l'assèchement de lacs, la disparition de certains espaces émergents, etc. Nous ne nous conformons en aucune manière au proverbe indien qui nous parle de la disponibilité en location de la Terre qu'il faut conserver en bon état jusqu'à ce qu'arrivent ses nouveaux occupants.

6. Tout n'est pas perdu

Le système socioéconomique en vigueur que nous avons tenté d'identifier, à grands traits, dans les chapitres précédents, bien qu'il se présente encore avec une grande force, a joui de la plus grande vigueur durant la décennie des années 90 du XX^e siècle après

l'effondrement de la mal nommée alternative du socialisme réel, qui n'était en réalité rien d'autre que le capitalisme d'État avec un très haut niveau de militarisation. La deuxième moitié de la décennie a déjà vu, tout d'abord au Chiapas et par la suite à Seattle, comment du Sud et du Nord s'élevaient des signes de rejet qui ont été consacrés à partir du mois de janvier 2001 avec la célébration, successive et jusqu'à présent, des célèbres Forums sociaux mondiaux qui présentent, sous le thème largement connu d'« Un autre monde est possible », un ensemble de propositions pour transformer le système de la mondialisation actuel.

Malgré le fait que cela pourrait être pris pour une excessive simplification, l'ensemble des contributions faites dans les Forums, dont le premier a eu lieu à Porto Alegre mais qui se sont poursuivies dans diverses villes – à nouveau le rôle de la ville – du monde entier, dans des rencontres de différents niveaux, représentent dans une bonne mesure une tentative de construction d'une économie communautaire et substitutive de l'économie actuelle, injuste et rapace.

Certains traits que l'on peut inférer des thématiques traitées indiquent clairement cette direction. Une meilleure répartition quant à l'accès aux terres pour les exploitations agricoles, les transferts gratuits de technologie, l'annulation de la dette extérieure, l'augmentation de la coopération au développement, le freinage de l'économie spéculative et non productive, les pratiques de commerce juste, la promotion des finances éthiques, la mise en œuvre de formules d'entreprises coopératives, la répartition du travail entre tous ceux qui le souhaitent, la consommation responsable, les liens à renforcer entre les pays du Sud, l'occupation et la récupération d'usines abandonnées, les initiatives entrepreneuriales menées à terme par des femmes, la création d'instruments de fiscalité internationale, la reconduction de la dépense militaire vers des finalités sociales, la mise en pratique du revenu de base, les « soupes populaires », les échanges non monétaires, et

bien d'autres choses encore en seraient des exemples évidents.

En tout cas, cette nouvelle manière de voir l'économie exige au moins trois conditions préalables qui correspondent aux trois grands « partenaires » sociaux, c'est-à-dire les individus, les entreprises et les administrations. De la part des individus, consommateurs mais en même temps travailleurs et investisseurs, il faut abandonner la philosophie de l'« avoir » et adopter celle de l'« être », celle de la concurrence pour celle de la coopération, et celle du gain matériel pour celle du bien-être collectif. De la part des entreprises, il faut assumer véritablement le concept de *responsabilité sociale* au plein sens de l'expression et non, comme cela se passe trop souvent, comme une stratégie de marketing de plus. Elles doivent comprendre, en effet, que la responsabilité sociale doit s'appliquer avec les travailleurs, avec les clients et les usa-

gers, avec les fournisseurs, avec les concurrents commerciaux, avec les sous-traitants, avec les administrations fiscales publiques et avec les administrations à tous les niveaux. De la part des administrations, il faut que celles-ci comprennent définitivement que leur mission consiste à offrir un service public à tous les citoyens et pas seulement aux plus puissants ou aux privilégiés, que la fiscalité doit être véritablement distributrice et que les droits économiques, sociaux et culturels doivent être autant respectés que les droits civiques et politiques.

Dans tout ce contexte, la ville n'est pas davantage qu'un espace de constatations peu heureuses et, en même temps, un laboratoire d'essais. Or, ces deux éléments pourraient être, en vérité, des outils de transformation. S'il en était ainsi, on pourrait parler, en toute connaissance de cause, de villes éducatrices.